Commentaire de la modification de l'OAPG au 1^{er} janvier 2025

Art. 4, al. 2, et 2^{bis}

(Allocation des salariés)

Selon l'art. 11, al. 2, de la loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain (LAPG)¹, le Conseil fédéral peut édicter des dispositions particulières relatives au calcul des allocations revenant aux personnes qui font du service et qui, temporairement, n'avaient pas d'activité lucrative ou qui ne pouvaient exercer une telle activité en raison du service. Il a fait usage de cette délégation de compétence en prévoyant à l'art. 4, al. 2, 2^e phrase, en relation avec l'art. 1, al. 2, let. b et c, de l'ordonnance du 24 novembre 2004 sur les allocations pour perte de gain (OAPG)², que si une personne a terminé sa formation immédiatement avant d'entrer en service ou qu'elle l'aurait achevée pendant le service, l'allocation est calculée d'après le salaire initial versé selon l'usage local dans la profession concernée. Dans ces cas, il est en effet présumé qu'elle aurait entrepris une activité lucrative.

Avec les moyens de communication actuels et l'évolution de la mobilité, une personne ne travaille plus systématiquement là où elle habite. Il n'est donc plus pertinent de se baser sur le salaire initial versé selon l'usage local. Dans la mesure où il n'existe pas d'outil général permettant de déterminer le salaire initial de tous les secteurs, il est pertinent de renoncer à cette notion. En outre, les outils permettant de déterminer le salaire contiennent également des données sur les salaires versés en Suisse ; il est donc opportun de ne plus tenir compte de l'usage local, mais de prendre la valeur centrale (médiane) pour la Suisse. Les valeurs médianes de l'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) de l'Office fédéral de la statistique couvrent une grande partie des professions exercées (secteurs secondaire et tertiaire) et sont régulièrement mises à jour. Elles constituent ainsi un bon outil de travail.

En outre, l'art. 8, al. 3, de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 de la Confédération suisse (Cst.)³ prévoit notamment que l'homme et la femme ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale. Or, les données statistiques reflètent les salaires réels avec des différences entre hommes et femmes. Dans ce cas, il faut utiliser le revenu le plus élevé, indépendamment du sexe de l'ayant droit.

D'un point de vue structurel, l'art. 4, al. 2, dans sa teneur actuelle contient deux règles : une pour les personnes qui rendent vraisemblable que la période de service les a empêchées d'entreprendre une activité salariée (1^{re} phrase), et l'autre pour les personnes qui ont achevé leur formation professionnelle immédiatement avant d'entrer en service (2^e phrase). Les cas de figures ne sont pas les mêmes et il se justifie de profiter de la modification pour en faire deux alinéas distincts. Cela a pour mérite d'éviter des confusions entre les deux situations pouvant survenir.

Art. 36

(Taux des cotisations)

L'art. 27, al. 2, LAPG prévoit, pour les cotisations calculées selon le barème dégressif, un échelonnement identique à celui valable dans l'AVS. Les limites supérieure et inférieure du barème dégressif ainsi que les échelons intermédiaires de l'art. 21 RAVS ont été adaptés à l'évolution des salaires et des prix. Étant donné que l'al. 1 reprend les valeurs de l'art. 21 RAVS, une modification des valeurs de l'al. 1 est nécessaire. À l'al. 2, la cotisation minimale est augmentée proportionnellement à celle de l'AVS, puis arrondie.

¹ RS 834.1

² RS 834.11

³ RS 101